Texte action – congrès académique des 6 et 7 avril 2021 – LYON

Votants	Abs	NPPV	Exprimés	POUR	PC1	CONTRE	PC2
59	1	0	58	55	94,83%	3	5,17%

Depuis plus d'un an, le pays est confronté à une pandémie qui semble rythmer la vie quotidienne des Français.e.s. La gestion illisible de la crise sanitaire par l'exécutif provoque l'incompréhension et le doute dans la population, parfois aussi la colère. Aux terribles manquements sur les masques, les tests puis les vaccins s'est ajoutée une gestion de crise en solitaire par le Président de la République qui ignore le Parlement, les bases du débat démocratique et la transparence indispensable concernant les décisions prises. Si E. Macron se targue de prendre des « paris » dans sa stratégie face à la Covid, il ne faut pas oublier que la politique menée depuis le début de son mandat n'a pas varié : politique libérale menée contre le monde du travail, contre les actifs comme les retraités, casse des services publics et marchandisation des soins, de l'école... Cette politique accentue la crise et les inégalités sociales et le discours gouvernemental vise à créer des tensions inter-générationnelles qui n'ont aucun fondement. Par ailleurs, la crise sanitaire ne doit pas occulter les autres débats comme celui sur les enjeux climatiques. Le projet de loi « climat et résilience » discuté au Parlement a déjà suscité des mobilisations exigeant « une vraie loi climat » là où le gouvernement continue d'exonérer de toutes contraintes le secteur privé et révèle son peu d'ambition dans le domaine. Des projets de lois contenant des dispositions liberticides avancent comme le projet de loi de sécurité globale et un climat politique délétère s'est développé, accompagné de remises en cause profondes des valeurs républicaines. Toute une partie de la classe politique s'est engouffrée dans la stigmatisation de certaines communautés présentées comme responsables des difficultés de notre pays. La surenchère sécuritaire favorise également l'expression d'un discours d'extrême droite et crée un climat de tensions et même d'agressions. Dans ce contexte, l'enjeu pour le mouvement syndical est fort : les mobilisations et les alternatives doivent apparaître encore plus fortement. Le SNES et la FSU doivent également s'adresser, sur les questions éducatives, aux formations politiques dans le cadre des élections régionales de juin 2021.

A l'initiative du groupe des 9, les retraités ont manifesté partout en France le 31 mars. Dans un contexte difficile, ils ont revendiqué un système garantissant l'accès aux soins pour tous et la revalorisation de leur pension qui doit être indexée sur le salaire moyen. Rejetant le discours discriminant à leur égard, ils ont protesté contre l'abandon de la loi « autonomie ». Rejetant le discours discriminant contre leur catégorie, ils ont rappelé leur solidarité avec jeunes et salariés avec qui ils luttent contre les politiques d'austérité. Leurs actions se poursuivent

Si la construction d'actions interprofessionnelles et/ou dans le cadre de la Fonction publique peine encore à se mettre en place, les mobilisations dans l'Education ont été plus fortes : les journées nationales du 26 janvier et académiques du 10 et 25 mars ont été réussies, démontrant la détermination des personnels face à la politique destructrice menée par J.-M. Blanquer depuis plus de 3 ans. La crise sanitaire a mis en lumière les effets dévastateurs d'une politique continue de suppression de postes dans le 2nd degré (classes surchargées, manque de remplaçants, équipes pluri-professionnelles insuffisantes, vies scolaires asphyxiées, ...) et les logiques inégalitaires qui sous-tendent les réformes de Parcoursup, du lycée et du bac. La crise sanitaire a aussi accentué le renvoi des décisions au local, laissant libre cours aux logiques néomanagériales de chef.fe.s d'établissement destructrices. Les atteintes à la liberté pédagogique des enseignants se sont multipliées : injonctions à l'utilisation du numérique au nom d'une soit disant modernité, contrôle tatillon du travail mené en classe mais aussi des évaluations, pressions des parents toujours plus fortes... Le SNES a su apporter les outils pour contrer ces dérives le plus efficacement possible, soutenu les personnels engagés dans

la lutte contre ces logiques. C'est encore le cas aujourd'hui, au moment même où pour la 2e fois en un an les établissements sont fermés et alors que les pressions réapparaissent, notamment sur les personnels les plus précaires (AED, AESH, non titulaires enseignants...).

Le SNES doit continuer à organiser la résistance face aux protocoles sanitaires incohérents risquant de mettre en danger les personnels et les élèves en posant dès aujourd'hui la question des conditions d'un retour en présentiel dans les établissements, en oeuvrant pour obtenir des rallonges pour fournir en masques et gel, en envourageant la programmation de travaux pour la sécurité et l'hygiène dans les collèges et lycées.

Le SNES a soutenu et coordonné les mobilisations contre les DHG insuffisantes dans les établissements en février et en mars. Ces mobilisations ont payé, en partie. Le rectorat a renoncé à son projet de suppression des 10 postes de CPE à la rentrée 2021. Le SNES appelle également à la réussite de la journée d'action et de mobilisation des AESH le 8 avril pour dénoncer les conditions de travail (notamment la mise en place des PIAL) et exiger une hausse des rémunérations. Par ailleurs, le SNES s'oppose aux réformes des concours et de l'entrée dans le métier actuellement proposées et s'engage dans les luttes menées contre elles. La réunion à destinations des étudiants préparant les concours organisée le 9 avril par la section académique s'inscrit dans cette logique.

L'action doit se poursuivre à plus long terme, au mois de mai et cette action doit donc se construire dès maintenant, dans le cadre de la Fonction publique, qui doit être présentée comme une force. Les services publics ne sont pas seulement un moyen de traverser le moins mal possible les crises du libéralisme mais un investissement nécessaire pour le progrès social, économique et environnemental. Ainsi, en dépit des attaques portées par les gouvernements successifs, la Sécurité sociale, notre bien commun, a fait la preuve de son efficacité. La décision du gouvernement de lui imposer la prise en charge de 136 milliards de la dette COVID est inacceptable. Il faut, au contraire, abonder ses recettes, et notamment les cotisations patronales, pour lui permettre d'assurer pleinement ses missions.

Face à un pouvoir qui détruit les garanties collectives et les droits sociaux présentés comme des freins au développement économique, il faut amplifier la dynamique revendicative contre la libéralisation à marche forcée dont le gel du point d'indice, les réformes dans l'Education et les dégradations des conditions de rentrée sont des aspects parmi d'autres. Dans ce cadre, le SNES exige un plan pluriannuel de recrutement et de formation, assorti d'une réelle revalorisation pour toutes et tous ainsi qu'un plan d'urgence et de relance massif au moyen d'un collectif budgétaire.

LE SNES doit aussi dans le cadre de la FSU participer aux mobilisations sociétales sur le climat, contre les racismes, pour les droits des femmes et pour l'accueil des migrant-es qui émergeraient dans la période.